

- la date ou les dates de signature du procès-verbal visé à l'article 4, § 5, de l'arrêté de la Région wallonne du 31 mai 2017 exécutant le Titre X/1 relatif à la réparation des dommages causés par des calamités agricoles du Code wallon de l'Agriculture ;

- le montant de l'aide octroyée par la Région ;

- l'intensité d'aide maximale applicable ;

- l'intensité de l'aide octroyée par la Région, qui correspond au rapport entre, au numérateur, le montant de l'aide octroyée par la Région, et au dénominateur, le montant du dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables.

Par intensité d'aide maximale applicable, il y a lieu d'entendre l'intensité d'aide maximale visée à l'article 25 du règlement (UE) n°702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Art. 3. L'Administration Générale de la Fiscalité du Service Public Fédéral Finances et le Département des Aides du Service Public Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement peuvent décider entre eux d'organiser d'une autre façon l'échange d'informations visé à l'article 2, à condition que cette autre façon garantisse que les montants et les intensités d'aide visés à l'article 2 relatifs aux contribuables qui ont opté pour la rétro-déduction des pertes soient communiqués dans un délai raisonnable à l'Administration Générale de la Fiscalité.

TITRE 3. — Disposition finale

Art. 4. Le présent protocole de coopération entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et est applicable aux dommages causés par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 1^{er} janvier 2018.

Fait à Bruxelles, le 8 janvier 2021, en deux exemplaires originaux.

Pour l'Etat fédéral :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

V. VAN PETEGHEM

Pour la Région wallonne :

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2021/10018]

11 JANVIER 2021. — Arrêté royal portant fixation du moment auquel le dommage est définitivement constaté pour le régime de rétro-déduction de pertes en Région wallonne

RAPPORT AU ROI

Sire,

Suite à la sécheresse de longue durée pendant l'été de 2018, le gouvernement avait, en exécution de l'accord de gouvernement, élaboré un régime pour le secteur agricole rendant possible la rétro-déduction de pertes. Ce régime a été implémenté par la loi du 11 février 2019 portant des dispositions fiscales, de lutte contre la fraude, financières et diverses.

En permettant la déduction des pertes fiscales, que les agriculteurs subissent du fait de conditions climatologiques défavorables, des revenus professionnels de périodes imposables antérieures au lieu des suivantes, et, de cette façon, le remboursement de l'impôt déjà payé (plutôt que la diminution de l'impôt futur), le législateur souhaitait procurer plus de marge financière aux agriculteurs.

- de datum of de data waarop het proces-verbaal bedoeld in artikel 4, § 5, van het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2017 tot uitvoering van Titel X/1 betreffende het herstel van de schade veroorzaakt door landbouwwrampen van het Waalse Landbouwwetboek werd ondertekend;

- het bedrag van de door het Gewest verleende steun;

- de toepasselijke maximale steunintensiteit;

- de intensiteit van de door het Gewest verleende steun opgenomen, die wordt gevormd door de verhouding waarbij in de teller het bedrag van de door het Gewest verleende steun wordt opgenomen en in de noemer het bedrag van de schade aan landbouwteelten veroorzaakt door ongunstige weersomstandigheden.

Onder de toepasselijke maximale steunintensiteit wordt de maximale steunintensiteit bedoeld in artikel 25 van de verordening (EU) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

Art. 3. De Algemene Administratie van de Fiscaliteit van de Federale Overheidsdienst Financiën en het Departement Steun van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu kunnen onderling overeenkomen om de in artikel 2 voorziene informatie uitwisseling op een andere wijze te organiseren, op voorwaarde dat deze andere wijze garandeert dat de in artikel 2 bedoelde bedragen en steunintensiteiten die betrekking hebben op de belastingplichtigen die hebben geopteerd voor de achterwaartse verliesaftrek binnen een redelijke termijn aan de Algemene Administratie van de Fiscaliteit worden medegedeeld.

TITEL 3. — Slotbepaling

Art. 4. Dit samenwerkingsprotocol treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en is van toepassing op de schade veroorzaakt door ongunstige weersomstandigheden die hebben plaatsgevonden vanaf 1 januari 2018.

Gedaan te Brussel, op 8 januari 2021, in twee originele exemplaren.

Voor de Federale Staat:

De Vice-eersteminister en Minister van Financiën,

V. VAN PETEGHEM

Voor het Waalse Gewest:

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitalisatie, Ruimtelijke ordening, Landbouw, het "IFAPME" en de Competentiecentra,

W. BORSUS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C - 2021/10018]

11 JANUARI 2021. — Koninklijk besluit tot vastlegging van het tijdstip waarop de schade definitief is vastgesteld voor de toepassing van het stelsel van de achterwaartse verliesaftrek in het Waalse gewest

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Naar aanleiding van de langdurige droogte tijdens de zomer van 2018, had de regering, in uitvoering van het regeerakkoord, een stelsel uitgewerkt voor de landbouwsector waarbij de achterwaartse verliesaftrek mogelijk werd gemaakt. Dit stelsel werd geïmplementeerd bij de wet van 11 februari 2019 houdende fiscale, fraudebestrijdende, financiële alsook diverse bepalingen.

Door het fiscale verlies dat landbouwers lijden door ongunstige klimatologische omstandigheden te laten aftrekken van de beroepsinkomsten van vorige in plaats van volgende belastbare tijdperken en op die manier reeds betaalde belasting terug te geven (eerder dan toekomstige belasting te verlagen), wou de wetgever de landbouwers bijkomende financiële ademruimte geven.

L'objectif est toujours bien de ne faire effectivement entrer en vigueur cette mesure d'aide qu'au moment où un protocole se rapportant à la façon dont l'échange d'information aura lieu est conclu avec la région concernée, ce qui est nécessaire pour pouvoir satisfaire aux dispositions du règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (règlement d'exemption agricole).

Après que la Région flamande ait conclu un protocole de coopération le 27 mai 2019, la Région wallonne a maintenant également conclu le protocole de coopération requis.

Ensuite, cette mesure ne peut être appliquée qu'après que la région concernée ait effectivement reconnu la calamité agricole conformément à la réglementation régionale. La Région flamande a donc reconnu cette sécheresse comme calamité agricole le 7 novembre 2018 dans le *Moniteur belge* (arrêté du Gouvernement flamand du 26 octobre 2018 visant à reconnaître la sécheresse du 2 juin 2018 jusqu'au 6 août 2018 comme calamité agricole et à délimiter l'étendue géographique et les cultures endommagées par cette calamité).

La Région wallonne en revanche n'a publié la reconnaissance de cette calamité agricole que le 14 mai 2020 (arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2020 reconnaissant comme une calamité agricole la sécheresse du 2 juin au 6 août 2018, délimitant l'étendue géographique de cette calamité et déterminant l'indemnisation des dommages).

Du fait que la Région wallonne n'a que récemment procédé à la publication de la reconnaissance de cette calamité agricole, le risque est grand qu'il existe une incertitude juridique quant à la détermination du moment auquel le dommage a été définitivement constaté. Cela a son importance parce que le régime qui a été introduit par la loi du 11 février 2019 précitée prévoyait que la rétro-déduction de pertes puisse uniquement s'appliquer sur les pertes qui ont été subies au cours d'une période imposable au cours de laquelle le dommage a été définitivement constaté.

Dans l'exposé des motifs de la loi du 11 février 2019 précitée, cela avait été motivé comme suit :

"Lors d'une catastrophe, le dommage aux récoltes agricoles est en principe constaté une première fois peu de temps après la survenance des conditions météorologiques défavorables, et ensuite encore une fois peu de temps après la récolte. La période imposable dans laquelle le dommage est définitivement constaté correspond dès lors généralement à la période imposable dans laquelle le contribuable est confronté à un chiffre d'affaires inférieur suite à une récolte inférieure."

Afin de garantir le fait que la rétro-déduction de pertes s'applique sur les pertes qui ont été subies suite aux conditions météorologiques défavorables, dans le cas présent la sécheresse de 2018, le présent projet prévoit que la date de signature du procès-verbal visé à l'article 4, § 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon de 31 mai 2017 exécutant le Titre X/1 relatif à la réparation des dommages causés par des calamités agricoles du Code wallon de l'Agriculture est considérée comme le moment auquel le dommage de calamité agricole reconnue en Région wallonne est définitivement constaté.

Vu que ce procès-verbal est en principe établi juste avant la récolte, ce moment correspond fort bien à celui que le législateur a initialement visé.

Tant pour les agriculteurs affectés que pour l'Administration générale de la Fiscalité du SPF Finances, il est utile de disposer de ces données. C'est en raison de cela que le protocole de coopération conclu entre la Région wallonne et l'Autorité fédérale prévoit que la Région wallonne fournisse ces données au SPF Finances.

Etant donné que les procès-verbaux qui ont constaté le dommage suite à la sécheresse de 2018 ont également été signés cette année-là, il s'ensuit que la rétro-déduction de pertes sera applicable aux revenus dont le délai de déclaration est déjà expiré.

L'imposition relative aux revenus déclarés de l'année 2018 ne peut plus être revue qu'au moyen de l'introduction d'un recours administratif. Les agriculteurs affectés qui souhaitent donc faire usage de la possibilité d'imputer rétroactivement les pertes qu'ils ont subies doivent alors former un recours administratif contre le montant de l'imposition qui est relative à la période imposable au cours de laquelle le procès-verbal susmentionné a été signé. De plus amples informations à propos de l'introduction d'un recours administratif sont disponibles sur le site web du SPF Finances :

Pour les particuliers :

https://finances.belgium.be/fr/particuliers/declaration_impot_reclamation

De wetgever voorzag echter dat deze steunregeling pas daadwerkelijk in werking treedt op het ogenblik dat er een protocol met het desbetreffende gewest is gesloten omtrent de wijze waarop de gegevensuitwisseling zal gebeuren die noodzakelijk is om aan de bepalingen te kunnen voldoen van verordening (EU) Nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard (landbouwwijstellingsverordening).

Nadat het Vlaamse gewest op 27 mei 2019 een samenwerkingsprotocol heeft gesloten, heeft nu ook het Waalse gewest het noodzakelijke samenwerkingsprotocol gesloten.

Vervolgens kan deze maatregel pas worden toegepast nadat het desbetreffende gewest de landbouwramp overeenkomstig de gewestelijke regelgeving daadwerkelijk heeft erkend. Het Vlaamse Gewest heeft dan ook op 7 november 2018 in het *Belgisch Staatsblad* deze droogte als landbouwramp erkend (besluit van de Vlaamse Regering van 26 oktober 2018 houdende erkenning van de droogte tussen 2 juni 2018 en 6 augustus 2018 als landbouwramp en de afbakening van de geografische uitgestrektheid en de getroffen teelten van die ramp).

Het Waalse Gewest daarentegen heeft de erkenning van deze landbouwramp pas op 14 mei 2020 bekend gemaakt (besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2020 waarbij de droogte van 2 juni tot 6 augustus 2018 als een landbouwramp beschouwd wordt, waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp afgebakend wordt en waarbij de schadeloosstelling bepaald wordt).

Doordat het Waalse gewest pas recent tot de bekendmaking van de erkenning van deze landbouwramp is overgegaan, is het risico groot dat er rechtsonzekerheid ontstaat over de bepaling van het tijdstip waarop de schade definitief werd vastgesteld. Dit is van belang omdat het stelsel dat werd ingevoerd bij de voormelde wet van 11 februari 2019 voorziet dat de achterwaartse verliesaftrek enkel kan worden toegepast op de verliezen die werden geleden in het belastbare tijdperk waarin de schade definitief werd vastgesteld.

In de memorie van toelichting bij de voormelde wet van 11 februari 2019 werd dit als volgt gemotiveerd:

"Bij een ramp wordt de schade aan de landbouwteelten in principe een eerste keer vastgesteld kort nadat de ongunstige weersomstandigheden zich hebben voorgedaan en nog eens kort voor de oogst. Het belastbare tijdperk waarin de schade definitief is vastgesteld, komt dan ook doorgaans overeen met het belastbare tijdperk waarin de belastingplichtige wordt geconfronteerd met een lagere omzet door de lagere oogst."

Teneinde te garanderen dat de achterwaartse verliesaftrek wordt toegepast op de verliezen die werden geleden ten gevolge van de ongunstige weersomstandigheden, in dit geval de droogte van 2018, voorziet dit ontwerp dat de datum van ondertekening van het proces-verbaal bedoeld in artikel 4, § 5, van het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2017 tot uitvoering van Titel X/1 betreffende het herstel van de schade veroorzaakt door landbouwrampen van het Waalse Landbouwwetboek, wordt aangemerkt als het tijdstip waarop de schade van de in het Waalse gewest erkende landbouwrampen definitief is vastgesteld.

Aangezien dit proces-verbaal wordt in principe opgemaakt vlak voor de oogst, sluit dit tijdstip zeer goed aan bij hetgeen de wetgever initieel heeft beoogd.

Zowel voor de getroffen landbouwer als voor de Algemene Administratie van de Fiscaliteit van de FOD Financiën is het nuttig om over deze gegevens te beschikken. Hierdoor voorziet het tussen het Waalse Gewest en de federale overheid gesloten samenwerkingsprotocol dat het Waalse Gewest deze gegevens bezorgt aan de FOD Financiën.

Aangezien de processen-verbaal die de schade hebben vastgesteld ten gevolge van de droogte van 2018, ook in dat jaar werden ondertekend, heeft dit tot gevolg dat de achterwaartse verliesaftrek van toepassing zal zijn op inkomsten waarvoor de aangiftetermijn reeds is verstreken.

De aanslag die betrekking heeft met de aangegeven inkomsten van het jaar 2018 kan enkel nog worden herzien door middel van de indiening van een administratief beroep. De getroffen landbouwers die dus van de mogelijkheid gebruik willen maken om de door hen geleden verliezen achterwaarts te verrekenen, moeten dus een administratief beroep instellen tegen het bedrag van de aanslag die betrekking heeft op het belastbare tijdperk waarin het voormelde proces-verbaal werd getekend. Meer informatie met betrekking tot de indiening van een administratief beroep kan worden teruggevonden op de website van de FOD Financiën:

Voor particulieren:

<https://financien.belgium.be/nl/particulieren/belastingaangifte/bezwaar>

Pour les sociétés :

https://finances.belgium.be/fr/entreprises/impot_des_societes/controle_et_reclamation/reclamation

Etant donné que la publication par la Région wallonne de la reconnaissance de la sécheresse de 2018 a eu lieu après l'écoulement du délai d'introduction pour la déclaration de l'exercice d'imposition 2019, cette publication sera considérée comme un fait nouveau qui justifie la déclaration tardive. Par conséquent, si le délai de réclamation est expiré, l'agriculteur affecté entre en ligne de compte pour demander un "dégrèvement d'office". A cette fin, il dispose en principe d'un délai jusqu'au 31 décembre 2023. Il n'est cependant pas souhaitable d'attendre aussi longtemps car cette mesure n'a pour effet qu'un avantage financier temporaire qui est repris pour les périodes ultérieures. C'est pourquoi la demande de ce dégrèvement a des suites non seulement pour l'exercice d'imposition 2019 mais aussi pour chaque exercice d'imposition suivant dont la déclaration est déjà introduite.

Enfin, il convient de veiller à ne pas utiliser cette mesure à la légère, et que celle-ci ne soit invoquée que s'il apparaît que l'intensité d'aide maximale prévue dans le règlement d'exemption agricole n'est pas dépassée. Cette intensité d'aide maximale et la partie qui est déjà remplie par l'aide régionale seront mentionnées sur la décision prise par la Région conformément à l'accord de coopération conclu entre la Région wallonne et l'Autorité fédérale.

En cas de dépassement de l'intensité d'aide maximale, l'aide excédentaire octroyée sera en effet automatiquement convertie en une majoration d'impôt, en vertu de l'article 168/1 ou 218/1 CIR 92, et de cette façon récupérée.

Suite à l'avis du Conseil d'État, la période d'application de l'arrêté en projet a été précisée de sorte qu'il ne fait aucun doute que le présent projet s'applique à partir de l'exercice d'imposition 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 1^{er} janvier 2018.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

AVIS 68.451/3 DU 28 DECEMBRE 2020 SUR UN PROJET D'ARRÊTÉ ROYAL "PORTANT FIXATION DU MOMENT AUQUEL LE DOMMAGE EST DÉFINITIVEMENT CONSTATÉ POUR L'APPLICATION DU RÉGIME DE RÉTRO-DÉDUCTION DE PERTES EN RÉGION WALLONNE"

Le 9 décembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant fixation du moment auquel le dommage est définitivement constaté pour l'application du régime de rétro-déduction de pertes en Région wallonne'.

Le projet a été examiné par la troisième chambre le 22 décembre 2020. La chambre était composée de Jo Baert, président de chambre, Pierre Barra et Koen Muylle, conseillers d'État, Michel Tison et Bruno Peeters, assesseurs, et Astrid Truyens, greffier.

Le rapport a été présenté par Jonas Riemslogh, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Jo Baert, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 décembre 2020.

*

Le projet d'arrêté royal soumis pour avis appelle uniquement les observations suivantes.

1. Il n'existe pas encore entre l'autorité fédérale et la Région wallonne de protocole au sens de l'article 78, § 2, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus 1992 (ci-après : CIR 92). La conclusion d'un tel protocole est nécessaire avant qu'il puisse être fait application du régime de rétro-déduction de pertes en Région wallonne. Le délégué a confirmé

Voor vennootschappen:

https://financien.belgium.be/nl/ondernemingen/vennootschapsbelasting/controle_en_bezwaar/bezwaar

Aangezien de bekendmaking door het Waalse Gewest van de erkenning van de droogte van 2018 heeft plaatsgevonden na het verstrijken van de indieningstermijn voor de aangifte van het aanslagjaar 2019, zal deze bekendmaking worden beschouwd als een nieuw feit waarvan de laattijdige aangifte gerechtvaardigd is. Hierdoor zal de getroffen landbouwer, indien de gewone bezwaartermijn is verstreken, in aanmerking komen om een "onthefing van ambtswege" aan te vragen. Hiervoor heeft hij in principe de tijd tot 31 december 2023. Het is echter niet aangewezen om er zolang mee te wachten omdat deze maatregel enkel een tijdelijk financieringsvoordeel tot gevolg heeft dat in latere tijdperken wordt teruggenomen. Hierdoor heeft de aanvraag van deze ontheffing niet enkel een gevolg voor het aanslagjaar 2019, maar ook voor elke volgende aanslagjaar waarvan de aangifte reeds is ingediend.

Tot slot wordt ervoor gewaarschuwd om niet lichtzinnig gebruik te maken van deze maatregel, en deze enkel in te roepen indien blijkt dat de door de landbouwwijzigingswetgeving voorziene maximale steunintensiteit niet overschreden wordt. Deze maximale steunintensiteit en het deel dat door de gewestelijke steun reeds is ingevuld zullen overeenkomstig het tussen het Waalse Gewest en de Federale Overheid gesloten samenwerkingsprotocol worden vermeld op de door het Gewest genomen beslissing.

In geval van overschrijding van de maximale steunintensiteit zal immers automatisch de teveel verleende steun krachtens artikel 168/1 of 218/1 WIB 92, worden omgezet in een belastingvermeerdering, en op deze wijze worden teruggevorderd.

In gevolge het advies van de Raad van State werd het toepassingsperiode van het ontwerpbesluit verduidelijkt zodat er geen twijfel over kan bestaan dat dit besluit van toepassing is vanaf aanslagjaar 2019 op de beroepsverliezen die toe te schrijven zijn aan schade aan landbouwteelten, veroorzaakt door ongunstige weersomstandigheden die hebben plaatsgevonden vanaf 1 januari 2018.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Vice-eersteminister en Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

ADVIES 68.451/3 VAN 28 DECEMBER 2020 OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT "TOT VASTLEGGING VAN HET TIJDSTIP WAAROP DE SCHADE DEFINITIEF IS VASTGESTELD VOOR DE TOEPASSING VAN HET STELSEL VAN DE ACHTERWAARTSE VERLIESAFTREK IN HET WAAELSE GEWEST"

Op 9 december 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vastlegging van het tijdstip waarop de schade definitief is vastgesteld voor de toepassing van het stelsel van de achterwaartse verliesaftrek in het Waalse gewest'.

Het ontwerp is door de derde kamer onderzocht op 22 december 2020. De kamer was samengesteld uit Jo Baert, kamervoorzitter, Pierre Barra en Koen Muylle, staatsraden, Michel Tison en Bruno Peeters, assessoren, en Astrid Truyens, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jonas Riemslogh, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jo Baert, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 december 2020.

*

Bij het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit dienen slechts de volgende opmerkingen te worden gemaakt.

1. Tussen de federale overheid en het Waalse Gewest is nog geen protocol in de zin van artikel 78, § 2, derde lid, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 (hierna: WIB 92) gesloten. Het sluiten van zo'n protocol is noodzakelijk alvorens toepassing kan worden gemaakt van het stelsel van de achterwaartse verliesaftrek in het Waalse Gewest.

qu'un projet de protocole est soumis à signature et que l'intention est qu'il soit publié au *Moniteur belge* en même temps que l'arrêté royal envisagé.

2. Afin de respecter le principe constitutionnel d'égalité, l'autorité fédérale doit en principe offrir aux différentes régions la possibilité de mettre en place un système de coopération similaire.

En ce qui concerne la Région flamande, la sécheresse de l'été 2018 a été reconnue au cours de cette même année comme calamité et un protocole de coopération a déjà été conclu le 27 mai 2019 entre l'autorité fédérale et la Région flamande en vue d'appliquer la rétro-déduction de pertes.

À cet égard, le délégué a encore déclaré ce qui suit :

"Aanvullend hierbij kan ik nog meedelen dat het Brussels Hoofdstedelijk gewest, voor zover we dit hebben kunnen nagaan geen landbouwrampen erkent, waardoor het niet zinvol is om voor dat gewest te bepalen wanneer de schade ten gevolge van zo'n ramp definitief wordt vastgesteld. Met dit gewest werden dus nog geen gesprekken gestart die kunnen leiden naar het door de wet voorziene en noodzakelijke samenwerkingsprotocol.

Wat het Vlaamse gewest betreft: omwille van de omschakeling dit jaar naar een verzekeringssysteem zullen zij in tegenstelling tot het Waalse Gewest in de toekomst geen landbouwrampen meer erkennen. Hierdoor heeft het geen zin om dergelijke verduidelijking voor het Vlaamse Gewest te voorzien".

3. À la question de savoir si, compte tenu de la circonstance spécifique que les dommages causés par la sécheresse durant l'été 2018 n'ont été reconnus comme calamité par le Gouvernement wallon que par arrêté du 7 mai 2020, alors que la demande d'application de la rétro-déduction des pertes doit se faire dans la déclaration se rapportant à la période imposable au cours de laquelle le dommage a été définitivement constaté et que les impositions pour l'exercice d'imposition 2019 ont déjà été établies (1), il ne faudrait pas prévoir un régime spécifique concernant le champ d'application temporel de la disposition en projet, le délégué a répondu comme suit :

"Bij de redactie van dit ontwerp ongeveer een jaar geleden gingen we er van uit dat terugwerkende kracht niet noodzakelijk was. Omwille van verschillende redenen heeft dit ontwerp grote vertraging opgelopen, waardoor we deze vraag inderdaad best opnieuw aan een onderzoek onderwerpen. Wellicht expliciteren we best in het besluit dat dit besluit van toepassing is vanaf aanslagjaar 2019 op de beroepsverliezen die toe te schrijven zijn aan schade van landbouwteelten (cfr. Artikel 108 van de wet van 11 februari 2019 houdende fiscale, fraudebestrijdende, financiële alsook diverse bepalingen)".

Dans ce contexte, la rétroactivité peut être admise.

Le greffier,
A. Truyens

Le président,
J. Baert

Note

(1) Articles 78, § 2, dernier alinéa, et 206, § 4, dernier alinéa, du CIR 92.

11 JANVIER 2021. — Arrêté royal portant fixation du moment auquel le dommage est définitivement constaté pour l'application du régime de rétro-déduction de pertes en Région wallonne

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 :

- l'article 78, § 2, alinéa 2 ;

- l'article 206, § 4, alinéa 2 ;

Vu l'AR/CIR 92 ;

Vu l'avis de la Groupe de Travail Permanent de la Conférence interministérielle de Politique Agricole, donné le 17 septembre 2020 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 septembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 novembre 2020 ;

De gemachtigde bevestigde dat een ontwerp van protocol ter ondertekening voorligt en dat het de bedoeling is dat dit gelijktijdig met het te nemen koninklijk besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

2. Ter inachtneming van het grondwettelijk gelijkheidsbeginsel dient de federale overheid de verschillende gewesten in beginsel de kans te bieden om een gelijkaardig stelsel van samenwerking tot stand te brengen.

Wat het Vlaamse Gewest betreft is de droogte van de zomer van 2018 nog in datzelfde jaar erkend als ramp en werd tussen de federale overheid en het Vlaamse Gewest reeds op 27 mei 2019 een samenwerkingsprotocol met het oog op de achterwaartse verliesaftrek gesloten.

De gemachtigde verklaarde hieromtrent verder nog het volgende:

"Aanvullend hierbij kan ik nog meedelen dat het Brussels Hoofdstedelijk gewest, voor zover we dit hebben kunnen nagaan geen landbouwrampen erkent, waardoor het niet zinvol is om voor dat gewest te bepalen wanneer de schade ten gevolge van zo'n ramp definitief wordt vastgesteld. Met dit gewest werden dus nog geen gesprekken gestart die kunnen leiden naar het door de wet voorziene en noodzakelijke samenwerkingsprotocol.

Wat het Vlaamse gewest betreft: omwille van de omschakeling dit jaar naar een verzekeringssysteem zullen zij in tegenstelling tot het Waalse Gewest in de toekomst geen landbouwrampen meer erkennen. Hierdoor heeft het geen zin om dergelijke verduidelijking voor het Vlaamse Gewest te voorzien".

3. Op de vraag of, gelet op de specifieke omstandigheid dat de schade die het gevolg is van de droogte tijdens de zomer van 2018 door de Waalse Regering pas bij besluit van 7 mei 2020 als ramp werd erkend, terwijl de aanvraag tot toepassing van de achterwaartse verliesaftrek dient te gebeuren in de aanvraag die betrekking heeft op het belastbare tijdperk waarin de schade definitief is vastgesteld en de aanslagen voor het aanslagjaar 2019 reeds zijn gevestigd, (1) niet moet worden voorzien in een specifieke regeling inzake het temporele toepassingsgebied van de ontworpen bepaling, antwoordde de gemachtigde het volgende:

"Bij de redactie van dit ontwerp ongeveer een jaar geleden gingen we er van uit dat terugwerkende kracht niet noodzakelijk was. Omwille van verschillende redenen heeft dit ontwerp grote vertraging opgelopen, waardoor we deze vraag inderdaad best opnieuw aan een onderzoek onderwerpen. Wellicht expliciteren we best in het besluit dat dit besluit van toepassing is vanaf aanslagjaar 2019 op de beroepsverliezen die toe te schrijven zijn aan schade van landbouwteelten (cfr. Artikel 108 van de wet van 11 februari 2019 houdende fiscale, fraudebestrijdende, financiële alsook diverse bepalingen)".

In de gegeven omstandigheden kan met die retroactiviteit worden ingestemd.

De griffier,
A. Truyens

De voorzitter,
J. Baert

Nota

(1) Artikelen 78, § 2, laatste lid, en 206, § 4, laatste lid, van het WIB 92.

11 JANUARI 2021. — Koninklijk besluit tot vastlegging van het tijdstip waarop de schade definitief is vastgesteld voor de toepassing van het stelsel van de achterwaartse verliesaftrek in het Waalse gewest

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992:

- artikel 78, § 2, tweede lid;

- artikel 206, § 4, tweede lid;

Gelet op het KB/WIB 92;

Gelet op het advies van de Permanente Werkgroep van de Interministeriële Conferentie voor het Landbouwbeleid, gegeven op 17 september 2020;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 september 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 24 november 2020;

Vu l'avis 68.451/3 du Conseil d'État, donné le 28 décembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon de 7 mai 2020 reconnaissant comme une calamité agricole la sécheresse du 2 juin au 6 août 2018, délimitant l'étendue géographique de cette calamité et déterminant l'indemnisation des dommages ;

Sur la proposition du Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans le chapitre 1^{er} de l'AR/CIR 92, une section XVI/1 est insérée, rédigé comme suit :

"Section XVI/1 – Rétro-déduction des pertes professionnelles

Art. 49^{ter}. Pour l'application des articles 78, § 2 et 206, § 4, du Code des impôts sur les revenus 1992, la date de signature du procès-verbal visé à l'article 4, § 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2017 exécutant le Titre X/1 relatif à la réparation des dommages causés par des calamités agricoles du Code wallon de l'Agriculture est considérée comme le moment où le dommage de calamité agricole reconnue en Région wallonne est définitivement constaté."

Art. 2. Le présent arrêté s'applique à partir de l'exercice d'imposition 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 1^{er} janvier 2018.

Art. 3. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 janvier 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Gelet op advies 68.451/3 van de Raad van State, gegeven op 28 december 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2020 waarbij de droogte van 2 juni tot 6 augustus 2018 als een landbouwramp beschouwd wordt, waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp afgebakend wordt en waarbij de schadeloosstelling bepaald wordt;

Op de voordracht van de Vice-eersteminister en Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In hoofdstuk 1 van het KB/WIB 92 wordt een afdeling XVI/1 ingevoegd, luidende:

"Afdeling XVI/1 – Achterwaartse aftrek van beroepsverliezen

Art. 49^{ter}. Voor de toepassing van de artikelen 78, § 2 en 206, § 4, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt de datum van ondertekening van het proces-verbaal bedoeld in artikel 4, § 5, van het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2017 tot uitvoering van Titel X/1 betreffende het herstel van de schade veroorzaakt door landbouwrampen van het Waalse Landbouwwetboek, aangemerkt als het tijdstip waarop de schade van de in het Waalse gewest erkende landbouwrampen definitief is vastgesteld."

Art. 2. Dit besluit is van toepassing vanaf aanslagjaar 2019 op de beroepsverliezen die toe te schrijven zijn aan schade aan landbouwteelten, veroorzaakt door ongunstige weersomstandigheden die hebben plaatsgevonden vanaf 1 januari 2018.

Art. 3. De minister die bevoegd is voor Financiën, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 januari 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-eersteminister en Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2021/30007]

11 JANVIER 2021. — Arrêté royal portant adaptation de l'arrêté royal de 22 juillet 2019 portant exécution de l'article 107 de la loi du 11 février 2019 portant des dispositions fiscales, de lutte contre la fraude, financières et diverses

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 11 février 2019 portant des dispositions fiscales, de lutte contre la fraude, financières et diverses, l'article 107 ;

Vu l'arrêté royal de 22 juillet 2019 portant exécution de l'article 107 de la loi du 11 février 2019 portant des dispositions fiscales, de lutte contre la fraude, financières et diverses ;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, les articles 5 et 14 ;

Considérant qu'il s'agit d'un simple arrêté exécutant une législation existante, et que le présent arrêté n'a en soi aucune conséquence budgétaire ;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er} ;

Vu l'urgence,

Considérant que :

- la loi du 11 février 2019 portant des dispositions fiscales, de lutte contre la fraude, financières et diverses a introduit un régime de rétro-déduction de pertes pour la partie des pertes professionnelles qui est imputable au dommage aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables ;

- ce régime est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2019, aux pertes professionnelles imputables au dommage provoqué aux cultures agricoles par des conditions météorologiques défavorables ayant eu lieu à partir du 1^{er} janvier 2018 ;

- l'application du régime doit en principe être demandée dans la déclaration à l'impôt sur les revenus pour l'année de revenus au cours de laquelle les pertes ont été définitivement constatées ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2021/30007]

11 JANUARI 2021. — Koninklijk besluit tot aanpassing van het koninklijk besluit van 22 juli 2019 tot uitvoering van artikel 107 van de wet van 11 februari 2019 houdende fiscale, fraudebestrijdende, financiële alsook diverse bepalingen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 11 februari 2019 houdende fiscale, fraudebestrijdende, financiële alsook diverse bepalingen, artikel 107;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juli 2019 tot uitvoering van artikel 107 van de wet van 11 februari 2019 houdende fiscale, fraudebestrijdende, financiële alsook diverse bepalingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, de artikelen 5 en 14;

Overwegende dat het gaat om een louter uitvoeringsbesluit van een bestaande wetgeving en dit besluit op zich geen enkele nieuwe budgettaire weerslag heeft;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Overwegende dat:

- de wet van 11 februari 2019 houdende fiscale, fraudebestrijdende, financiële alsook diverse bepalingen een stelsel van achterwaartse verliesaftrek heeft ingevoerd voor het gedeelte van de beroepsverliezen dat toe te schrijven is aan schade aan landbouwteelten die werd veroorzaakt door ongunstige weersomstandigheden;

- dat stelsel van toepassing is vanaf aanslagjaar 2019 op de beroepsverliezen die toe te schrijven zijn aan schade aan landbouwteelten die werd veroorzaakt door ongunstige weersomstandigheden die hebben plaatsgevonden vanaf 1 januari 2018;

- de toepassing van het stelsel in beginsel moet worden aangevraagd in de aangifte in de inkomstenbelastingen voor het inkomstenjaar waarin de verliezen definitief werden vastgesteld;